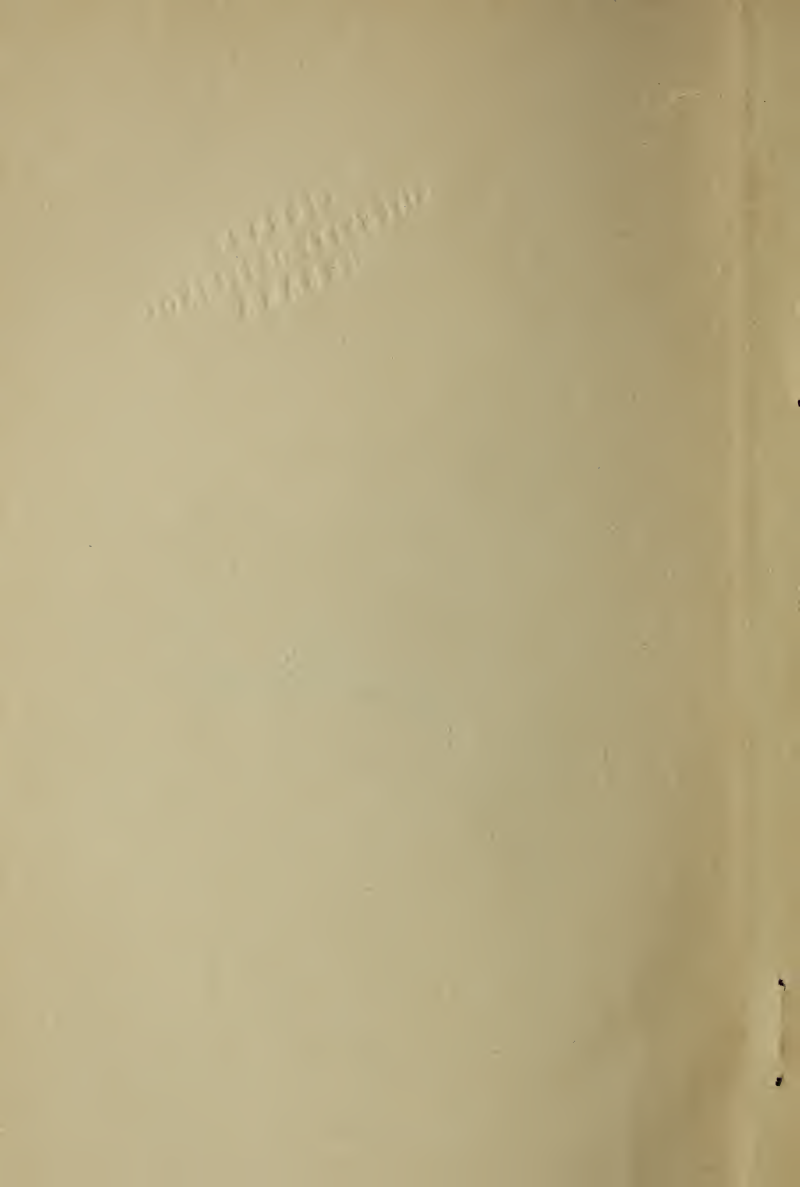


La Haine de l'Allemagne n'a jamais désarmé

Du même auteur :

Pourquoi l'Allemagne a voulu la guerre,

1 vol. in-16, 3e édition (« Éditions et librairie »).

PAUL PILANT

La Haine de l'Allemagne n'a jamais désarmé

PARIS
ATTINGER FRÈRES, ÉDITEURS
2, rue Antoine-Dubois

Germany — Foreign relations

European War, 1914- — Causes

CHAPITRE PREMIER

Jusqu'en 1813

Les premières années du XVIIIme siècle virent naître dans l'Europe centrale un Etat appelé bien vite, par la volonté persistante de la famille régnante, aux plus hautes destinées. J'ai nommé le **royaume de Prusse**.

Frédéric II fait sa grandeur, mais il est admirablement servi par l'aveuglement de Louis XV. En apprenant que le roi de France aide à la conquête de la Silésie, le maréchal de Saxe s'écrie : « Il se fait la guerre à lui-même ». L'histoire devait ratifier cette parole prophétique.

Cependant, pendant tout le XVIIIme siècle, l'esprit français exerça une grande influence sur les imaginations allemandes. Notre langue, nos coutumes étaient partout répandues ; « on est en France de quelque côté qu'on se tourne », écrivait Voltaire. Et en effet, dans cette Allemagne divisée en une foule de petits Etats, une personnalité

sabres sur les degrés en pierre de l'hôtel de l'ambassadeur français. » Les officiers ne se gênaient pas pour annoncer une guerre prochaine. « Il y a chez nous, disaient-ils, une douzaine de généraux comme leur Bonaparte ; nous allons lui apprendre la tactique prussienne. »

Cette confiance en soi conduisit l'armée prussienne à Iéna et à Auerstædt. A peine terrassée cependant, la Prusse songeait à la revanche, avec l'opiniâtreté propre à cet âpre pays. « La tempête avait pu arracher quelques feuilles du chêne, dit un historien, mais le tronc restait sain comme le fer. » — « Je m'aperçus, écrit Beugnot, que tout n'était pas fini avec des hommes qui ne s'avouaient pas vaincus et qui rêvaient la vengeance, lorsque l'ennemi les tenait sous ses pieds, prêts à leur porter le dernier coup. »

Ce n'est pas le moment de retracer les efforts de régénération déployés par les ministres du roi de Prusse : Stein et Scharnhorst. Ils voulaient développer le patriotisme, exciter la honte des défaites subies, appeler tout le peuple valide sous les armes, l'y exercer, puis provoquer une « insurrection terrible, à la mode des Espagnols et des Tyroliens, une insurrection à faire dresser les cheveux sur la tête ». [1] La pusillanimité du roi les empêcha de réaliser le dessein qu'ils avaient formé ; le monarque, ne voulant pas exposer son pays à un nouveau démembrement, accepta avec joie la démission de Stein (1808).

[1] Paroles de Arndt.

Mais la pensée de Stein ne devait pas disparaître. Les intellectuels, en voyant faiblir le roi, se promettent de relever la Prusse et, par elle, d'obtenir la libération de toute l'Allemagne.[1] Le poète Arndt explique en ces termes la genèse de la haine féroce qu'il porte à la nation française : « Ce fut lorsque l'Autriche et la Prusse eurent succombé dans les combats, que mon cœur se prit à les aimer, elles et l'Allemagne, d'un amour véritable, et à haïr les Welches de toute la passion concentrée d'une haine profonde... C'est dans la colère que je reconnus ma patrie et appris à l'aimer. » J.-P. Richter propose au peuple prussien « de faire un jour de pénitence à l'anniversaire de la bataille d'Iéna, pour rallumer le courage dans la douleur, afin que la nation entière s'élève dans la tristesse, guérisse en commun ses plaies et se prépare à la nouvelle lutte. » Fichte, dans son cours de l'université de Berlin, multiplie les leçons de patriotisme.[2] Kleist traduit dans ses vers les espérances de l'époque : « Ecoutez, frères : à travers la nuit, quel est ce roulement de tonnerre ? Est-ce toi qui te lèves, ô Germanie ? Le jour de la

[1] Ils « prennent cet héritage à leur compte, en essayant d'y associer la nation. » (Antoine Guilland, *L'Allemagne nouvelle et ses historiens*, p. 10).

[2] Fichte, comme beaucoup de ses contemporains, avait été cosmopolite. Dans son cours de 1804-1805, il disait : « Je le demande encore : Quelle est la patrie de l'Européen chrétien véritablement cultivé? En général, c'est l'Europe; en particulier, c'est à toute époque l'État d'Europe qui se trouve au sommet de la civilisation. »

vengeance est-il arrivé ? aux armes ! aux armes ! Que les mains saisissent au hasard ce qui s'offre à elles ! Avec des pierres, avec des bâtons, précipitez-vous dans la bataille ! Soyons libres sur le sol allemand, comme le furent nos ancêtres, ou qu'il soit notre tombeau ! »

D'autre part, Napoléon allait se charger d'exciter contre lui et contre les Français le sentiment national allemand. L'occupation prolongée de nos troupes, les réquisitions parfois exagérées, les pillages des maraudeurs, la stagnation des affaires due au blocus continental, firent autant pour l'affranchissement de la Prusse, que toutes les paroles des penseurs. Dans les réunions d'étudiants, dans les écoles, dans les chambrées, on apprend par cœur le catéchisme des patriotes : « Qui sont tes ennemis, mon fils ? — Napoléon, et, tant qu'il sera leur chef, les Français. — Qu'est-ce que Napoléon ? — Un être horrible, le commencement de tout mal et la fin de tout bien, un pécheur que la langue humaine ne suffit pas à flétrir, le père du meurtre, échappé de l'enfer, qui erre dans le temple de la nature et ébranle toutes les colonnes sur lesquelles repose le monde. — Quand t'es-tu répété ces paroles ? — Hier soir en me couchant et ce matin en me levant. — Et quand te les répéteras-tu ? — Ce soir en me couchant et demain matin en me levant. » On lit aussi une brochure publiée à Nuremberg en 1806, dans laquelle les soldats français sont traités de « loups à figure d'homme » ; « un seul de ces misérables valets

d'armée, y est-il encore dit, qui, en temps de paix, suffit à tous ses besoins avec 2 groschen, exige ici 3 à 4 florins par jour... La jouissance bestiale de la lascivité française laisse loin derrière elle la bassesse des animaux... La Grande Nation rappelle les plus sauvages barbares. » Plus tard, on se passera de main en main ce libelle répandu par la *Ligue de la Vertu* (Tugendbund : « Napoléon, par la permission de Dieu et la grâce du Diable, souverain de nombreux châteaux, dont plusieurs en Espagne, fléau de l'Humanité, — que celui qui te reconnaîtra te poursuive, qu'il te prenne mort ou vif. Et ce faisant, il méritera d'être appelé le Sécheur de Larmes, le Consolateur des veuves et des mères, le Sauveur des orphelins, le Préservateur des jeunes hommes. »

Les chefs des troupes françaises d'occupation sentaient la haine gronder ; Davoust écrivait de Hambourg : « Il y a du mouvement en Prusse ; les malveillants se remuent en fabriquant des proclamations, des libelles, et cherchent par tous les moyens à exaspérer les esprits... » Et la propagande continuait, partout « on vendait publiquement des chansons brutales et grossières, qui, plus peut-être que les appels littéraires de Kœrner et de Rückert, enflammèrent contre nous les masses populaires. » [1]

Le terrain est prêt. Les désastres de Russie vont déchaîner l'orage.

[1] E. Denis, *L'Allemagne 1810-1852*, p. 35.

CHAPITRE II

1813-1815

La Grande Armée, « semblable à l'émigration d'un peuple », traversa toute l'Allemagne, se dirigeant vers la Russie. Peu de temps après, c'était la retraite, et l'Allemagne voyait revenir chez elle les débris hétéroclites de cette agglomération d'hommes, comme on n'en avait jamais vu.

Hier la Grande armée, et maintenant troupeau...

« Mieux eût valu certes pour Napoléon que pas un de ces hommes ne fût sorti de Russie : cette épouvantable leçon de choses était nécessaire pour que les Prussiens comprissent que la Grande Armée n'existait plus. »[1] La défection d'York, abandonnant l'armée française et signant avec les Russes une convention de neutralité, est accueillie

[1] E. Denis, *ouvr. cité,* p. 32.

avec satisfaction. Mais la vue des premiers cosaques, lancés en enfants perdus, à la poursuite des troupes françaises, surexcite les esprits. La cour hésite à prendre une décision ; cependant l'enthousiasme qui a soulevé le pays ne se calme pas [1] et le roi, poussé par les événements, se voit obligé de déclarer la guerre à la France.

« C'est une guerre sainte, une croisade », dit Kœrner. La Prusse se prépare à la lutte avec joie. Les volontaires abondent : étudiants, professeurs, ecclésiastiques, prennent le fusil ; des vieillards, des femmes courent s'enrôler. « C'étaient des jours lumineux, écrit Arndt, que ces jours pleins d'angoisse ; chacun était porté et soutenu par le sentiment général. Quel enthousiasme dans les villes et dans les campagnes, sur les chaires et dans les écoles ! Les jeunes gens de seize à dix-sept ans, à peine capables de porter les lourdes armes, partirent en récitant des passages traduits de Tyrtée, des morceaux lyriques de Klopstock ; hommes et vieillards, pères et mères assistaient les mains jointes et priaient en silence pour la victoire et la bénédiction. »

Le trésor est vide, mais « les dons affluent de tous côtés, en argent, en bijoux, en chevaux, en approvisionnements, malgré la pauvreté du royaume. Les paysans, la bourgeoisie, les juifs, rivalisent de générosité : les riches équipent et arment

[1] « Chaque Allemand frémit jusqu'au fond de son âme de l'effort commun vers l'indépendance et sent que la lutte ne sera pas vaine. » (G. Delahache, *La carte au liséré vert*, p. 53.)

ceux qui ne peuvent le faire à leurs frais. Une jeune fille vend ses blonds cheveux au profit de l'Etat. Le gouvernement échange les bagues en or contre des anneaux en fer portant l'inscription : Or contre fer. »[1]

Je ne retracerai pas les différentes phases de cette campagne d'Allemagne, si funeste à Napoléon. Il me faut revenir en arrière pour étudier encore l'influence des penseurs sur l'éclosion de la haine pour la France.

Dès 1812, Arndt[2] écrit : « Les deux rives du Rhin et les pays voisins doivent être allemands, comme ils l'étaient jadis... Les Ardennes, les Vosges, le Jura, séparent la langue française de la langue allemande... La frontière entre l'Allemagne et la France va en ligne droite de Dunkerque à Luxembourg, atteint Sarrelouis, suit les Vosges jusqu'à Montbéliard, et aboutit à Bâle. »

En 1813, il publie un fougueux appel aux armes : « Levez-vous, peuples ! Frappez cet homme, car il a été maudit par moi, détruisez-le, car il a détruit la liberté et le droit. De misérables et froids raisonneurs se sont levés, et dans le néant de leur cœur, ils disent : Patrie et Liberté, mots vides, non-sens sonores avec lesquels on mène les sots. Animaux stupides qui ne connaissent que le ventre et ses joies et ne sentent pas le souffle de l'esprit céleste ! Tu es un homme, tu as une patrie,

[1] R. Normand, *Le patriotisme allemand*, p. 35.

[2] « Les formules de Arndt eurent un écho formidable dans tout le pays. » (G. Delahache, *ouvr. cité*, p. 53).

une terre vers laquelle se portent toutes les aspirations de ton âme. Et seraient-ce des rives dénudées et des îles désertes, quand bien même la pauvreté et la peine y habiteraient avec toi, c'est le pays que tu dois aimer éternellement. La liberté non plus n'est pas un songe vain ou une illusion creuse : en elle vivent ta fierté, ton courage et la certitude que tu descends du ciel. Il est libre, l'homme qui peut écouter les impulsions de son cœur vaillant, suivre les coutumes, les lois et les mœurs de ses pères, celui qui jouit de ce qui fut la joie de ses ancêtres, qui ne reçoit pas les ordres des bourreaux étrangers et que des gardes-chiourmes étrangers ne chassent pas devant eux à coups de bâton. Patrie et Liberté ! voilà le bien suprême, le bien le plus noble de tous. Aux armes ! »

Cette année 1813 voit naître une nombreuse littérature, qui prend pour tâche d'exciter les sentiments gallophobes de la population. Citer toutes les poésies de l'époque serait trop long ; en voici cependant quelques échantillons :

« Point de quartier ! Si votre épée se brise en frappant les Français, étranglez-les sans remords ! Et surtout vendez chèrement votre dernier souffle de vie... » (Lützow.)

« Je partirai, je brandirai mon sabre ; ma balle sifflera dans les airs, et par la balle ou le sabre, je ferai couler le sang français. » (Arndt.)

En 1814, après la prise de Paris, Arndt laisse encore exploser sa haine de la France. « Avant tout, écrit-il, il faut travailler contre le Fran-

çais. Le bon grain ne vient pas là où pousse l'ivraie. Que les Welches sont abominables et infects ! »

Cette haine frénétique se retrouve dans les écrits de l'époque. « Chacun de nous, disent les *Feuilles allemandes,* qui aime sa patrie, doit haïr la France comme l'ennemi héréditaire, doit répandre et nourrir cette haine. Oui, il faut prêcher cette haine du haut des chaires et des tribunes, il faut en remplir, en enflammer de bonne heure par la voix des pères et des maîtres la génération qui s'élève ! » Une autre revue, le *Mercure rhénan,* donne aux guerriers teutons les conseils suivants : « Que leur Louvre soit bombardé et réduit en cendres... Détruisez cette colonne infâme élevée avec nos dépouilles pour que rien ne subsiste de la gloire de l'ex-grand empereur et de la « Grande Nation ». Vengez vos ancêtres de toutes les perfidies de la royauté des Franks. Détruisez la basilique de Saint-Denis ; dispersez aux vents les ossements de leurs rois ; abattez, réduisez en cendres cette basilique de Reims où fut sacré Klodowig, où prit naissance cet empire des Franks, faux-frères des nobles Germains ; incendiez cette cathédrale, et les Anglais, qui n'ont pas oublié la guerre de Cent ans, ne seront pas les derniers à applaudir à la disparition de la basilique où leur plus grande ennemie fit sacrer Charles VII... » Après la paix, le même *Mercure rhénan,* qui n'a cessé de réclamer le retour dans le giron germanique de l'Alsace et de la Lorraine, se console en pensant que ces pro-

vinces éloigneront de l'Allemagne « la peste française ».

Les généraux et les officiers sont loin d'être satisfaits par les victoires des alliés : leur haine ne désarme pas. Le général Grolman refuse de voir Paris, malgré les lettres de son père lui rappelant que les trésors du Louvre valent bien une visite. Le comte de Hochberg, fils du grand-duc de Bade, refuse d'aller à Strasbourg « pour ne pas entrer en voyageur dans une ville où il serait entré à la tête de ses troupes sans la trop grande générosité des monarques ». [1]

On pense bien qu'avec de tels chefs, la férocité des soldats se donnait libre cours. Un historien étranger, Sismondi, qui vivait alors à Paris, note dans une de ses lettres : « Les Prussiens surtout semblent prendre à tâche d'anéantir la France. Ils écrasent le pays avec la ferme intention qu'il ne puisse plus se relever... Il n'y a aucune horreur qu'ils ne commettent. Tout ce qu'ils ne peuvent pas emporter, ils le détruisent. Ils jettent par les fenêtres tous les livres des bibliothèques, ils cassent toutes les glaces ; dans les fermes, ils mettent le feu aux fourrages et aux provisions de blé qu'ils ne consomment pas, et quand on porte plainte au maréchal Blücher, il répond : Quoi ! ils n'ont fait que cela ? allez, ils auraient dû en faire davantage encore. » Mais nous avons un témoignage plus accablant encore : Wellington, bien

[1] Arthur Chuquet, *L'Alsace en 1814*, p. 352.

qu'il fût l'allié de Blücher, écrit à lord Castlereagh : « Je dois prier votre Excellence de dire aux Souverains que nous risquons une guerre nationale et d'avoir le pays entier contre nous, ce qui serait redoutable, si nous n'arrêtons pas *l'oppression sur le peuple français,* s'il n'est pas interdit aux diverses armées alliées *de piller et de détruire pour le plaisir de mal faire.* »

La nouvelle du retour de Napoléon surexcite de nouveau les passions allemandes. Les journaux se répandent en excitations furibondes : « Nous avons eu tort de ménager les Français. Nous aurions dû les exterminer tous. Il faut faire plus : il faut mettre hors la loi le peuple français. » — « Cette fois, il faut partager la France... Le monde ne peut rester en paix tant qu'il existera un peuple français. Changeons-le en peuples de Neustrie, de Bourgogne et d'Aquitaine. » — « Point de traités avec les Français. La proscription prononcée par le congrès contre le chef devra s'étendre à toute la nation. Il faut les exterminer, les tuer comme des chiens enragés. » — « Babylone, que l'on avait eu la grandeur d'âme d'épargner, a reçu Bonaparte avec une joie criminelle. Babylone tombera, et, sous ses ruines fumantes, ses habitants seront écrasés. »

Après Waterloo, la Prusse s'acharne sur la France meurtrie. Le général Gneisenau déclare qu'il ne faut pas la prendre avec des gants glacés, mais avec la main de fer de Gœtz de Berlichingen. Hardenberg réclame l'annexion de l'Alsace et de

la Lorraine. Le général de Knesebeck va plus loin : d'un trait de plume, il sépare de la France Dunkerque, Lille, Douai, Maubeuge, Mézières, Metz, l'Alsace, Belfort, toute la Savoie. Plus tard, Gneisenau revient à la charge : il remet au roi de Prusse un nouveau memorandum, parlant de l'immoralité qu'il y aurait à laisser, après la défaite, les frontières de la France intactes.

Heureusement, l'Empereur de Russie se fait le défenseur de la France.[1] La Prusse est obligée de refréner ses désirs ; sa haine en est accrue ; alors elle se venge en répétant ces strophes passionnées de Ruckert : « Lorsque l'aurore du jour de la vengeance se leva dans les flammes, j'allai au combat et à la mort pour venger l'affront, avec l'espérance d'un double triomphe : le nid des brigands livré aux flammes, et la tête des brigands séparée du tronc ! Qui m'a enlevé le but ? Qui m'a volé le triomphe ?.. J'étais à la porte de la ville des bandits, brandissant ma torche avec menaces, mais on tira un rideau devant moi. »

[1] La Prusse voulait imposer à la France vaincue une armée d'occupation de 240,000 hommes, une contribution de guerre de 1200 millions et la cession de la Flandre, de l'Alsace et de la Lorraine. En 1818, l'Empereur de Russie remit au duc de Richelieu une carte avec les limites demandées par les Prussiens et il lui dit : « Voilà la France que mes alliés voulaient faire. Il n'y manque que ma signature, et je vous promets qu'elle y manquera toujours. » (Lecomte et Levi, *Neutralité belge et invasion allemande*, p. 102-103.)

CHAPITRE III

De 1815 à 1870

Le sévère avertissement des années 1814 et 1815 ne devait pas nous être une leçon. Le Prussien victorieux nous avait bien montré de quelle haine il nous détestait, mais nos intellectuels, marchant à la suite de Madame de Staël, s'obstinaient à voir dans l'Allemagne de Blücher et de Scharnhorst une nation inerte, uniquement occupée à l'étude d'une philosophie abstraite et à l'évocation de ses poétiques légendes du Moyen-Age.

La réalité était autre. La Prusse continuait sournoisement à se préparer pour le gigantesque duel qu'elle prévoyait et qu'elle voulait sans merci.

Dès 1830, l'historien Niebuhr donne à l'Allemagne le conseil de profiter des troubles en France « pour reprendre les terres allemandes et bourguignonnes que les Welches détenaient encore. »[1]

[1] A. GUILLAND, *ouvr. cité,* p. 45.

Mais c'est surtout à l'occasion des événements de 1840 que se manifeste l'hostilité allemande. La nouvelle d'une invasion possible de l'Allemagne par les troupes françaises soulève l'Allemagne d'indignation. « Journalistes et poètes, écrivains et soldats réclamaient une guerre sans merci contre la France et revendiquaient l'Alsace et la Lorraine. »[1] Le général Scharnhorst, fils du réorganisateur de l'armée prussienne après Iéna, dit : « Les Français représentent le principe de l'immoralité dans ce monde ; depuis deux cents ans la France est le foyer du mal, il faut qu'il soit anéanti et si cela ne se faisait pas, il n'y aurait pas de Dieu au ciel. Les Français ne valent rien, donc ils doivent disparaître. » — De son côté, Henri Léo, un des historiens fameux de l'époque, écrit : « Les Français ne sont qu'un peuple de singes. La race celtique, telle qu'elle s'est montrée en Irlande et en France, a toujours été mue par un instinct bestial, tandis que nous autres Allemands, nous n'agissons jamais que sous l'impulsion d'une pensée sainte et secrète. Sous le masque des Gaulois, perce toujours la pétulance unie à la vanité et à l'arrogance... Paris est l'antique demeure de Satan. » — Menzel, un autre historien, se montre tout aussi acharné : il veut « laver dans des flots de sang français les hontes et les malheurs infligés aux Allemands par Louis XIV et Napoléon ».

[1] H. Andrillon, *L'expansion de l'Allemagne et la France*, p. 173.

Becker compose son *Rhin allemand* que plus de deux cents compositeurs mettent en musique et qui est accueilli partout avec enthousiasme : dans les réunions, dans les rues, partout où joue un orgue de Barbarie, on entend le chant de Becker : « Ils ne l'auront pas, le libre Rhin allemand, quoiqu'ils le demandent dans leurs cris comme des corbeaux avides. »

Schneckenburger obtient un succès aussi grand en écrivant sa *Wacht am Rhein*, qui devient rapidement le chant national de l'Allemagne entière. Car il faut bien remarquer que dès cette époque l'accord s'est fait entre tous les Germains et la *Wacht am Rhein* « qui donne la France comme l'ennemie héréditaire, est chantée en deçà comme au delà du Mein, au Sud aussi bien qu'au Nord, en Bavière et en Poméranie ». [1] Georges Herwegh publie une poésie intitulée : *le Vin du Rhin*, où on trouve ce passage :

> Le Rhin doit rester allemand...
> Il n'est pas digne du sang de ses grappes,
> Pas digne de la femme allemande, du foyer allemand,
> Celui qui ne brandit pas joyeusement son épée
> Pour exterminer les ennemis.

Enfin Arndt, alors âgé de soixante et onze ans, écrit une poésie beaucoup plus agressive, qu'il intitule : *Lorsque Thiers avait soulevé les Wel-*

[1] Georges GROSJEAN, *Revue française*, 9 juillet 1911.

ches. On y trouve ce passage, qui mérite d'être cité :

Nous réclamons une dette ancienne.
Debout, Welches ! Et remuez vos jambes !
Nous voulons au jeu des épées et des lances
Danser avec vous la danse sauvage et sanglante.
Nous ferons sonner le mot d'ordre : au Rhin ! au
Toute l'Allemagne, en France ! [Rhin !

Approche, ma chère Allemagne, unie et hardie !
Nous allons vous entretenir
De ce que la flatterie et la ruse vous ont acquis,
De Strasbourg et de Metz et de la Lorraine :
Vous devrez payer, vous devrez restituer !
Que ce soit entre nous un combat à mort.

Le maréchal Moltke, dans une lettre dont voici un passage, donne la synthèse des ambitions allemandes : « Nous avons à exiger de la France ce qu'elle a arraché au mépris du droit... En droit historique, tout ce que la France a gagné, depuis le XIIIme siècle, sur sa frontière orientale, constitue un vol à l'égard de l'Allemagne ; tous les pays bourguignons et lorrains sont notre ancienne propriété, injustement dérobée. Nous aurions bien plus à réclamer encore pour la frontière de la langue. »

Insatisfaits, les désirs allemands n'en persisteront qu'avec plus de vigueur ; inassouvie, la haine n'en sera que plus grande. Et en 1859, « en

des jours où nous n'avions que des sentiments sympathiques pour l'Allemagne, l'Allemagne répétait déjà ou plutôt répétait encore : Au Rhin ! Au Rhin ! Que l'Allemagne tout entière déborde sur la France ! »[1] Arndt, plus que nonagénaire, lançait encore son cri de haine : « Prions pour tous ceux qui crient : A bas la France !.. Qui aime la liberté allemande doit dire : A bas l'hydre welche ! » Le roi Guillaume de Wurtemberg prenait soin d'ailleurs de faire remarquer au comte de Reculot, ministre de France à Stuttgart, la surexcitation des esprits et il ajoutait : « J'ai réussi à empêcher la mobilisation des armées de la Confédération germanique. Puisse l'Italie être la dernière aventure de l'Empereur, car je ne répondrais pas de le préserver une seconde fois des haines qui se sont accumulées contre lui en Allemagne. »

Quelques années s'écoulèrent, à peu près paisibles, puis gronde l'orage de 1866. De nouveau, les passions allemandes sont surexcitées. Elles ne se calmeront plus.

On a dit du roi Guillaume I[er], qu'il n'aurait jamais accompli l'unification de l'Allemagne sans le prince de Bismarck. Il est probable, en effet, que le souverain manquait de cete habileté machiavélique qui illustre toute la carrière du chancelier, mais comme celui-ci, il haïssait la France et brûlait d'effacer la défaite d'Iéna. Je n'en veux pour preuve que ce récit du général Thou-

[2] Jules CLARÉTIE, *Quarante ans après*, p. 164.

mas[1] : « Le 9 juin 1867, après la grande revue passée au Bois de Boulogne en présence du tsar Alexandre II et du roi de Prusse Guillaume Ier, les deux souverains avaient dîné aux Tuileries ; dans la soirée, le roi de Prusse ayant demandé à un des grands personnages militaires qui avaient assisté au dîner de lui nommer les originaux des portraits qui décoraient le grand salon des Maréchaux, ce personnage lui en nomma quelques-uns, mais arrivé au portrait de Davout, il se trouva un peu embarrassé. « Celui-ci, dit-il cependant, s'appelait le prince d'Eckmühl. » Guillaume regarda fixement son interlocuteur, un des plus glorieux soldats de la France, et lui dit avec force : « Ce maréchal avait un autre nom ». Et, comme le Français se taisait, le roi ajouta d'un ton inexprimable : « Il se nommait le duc d'Auerstædt... et je m'en souviens ! »

A la suite du souverain, la population, qui ignorait les rigueurs du protocole, donnait libre cours à ses sentiments. « De Sadowa, nous devions aller à Paris, disaient les Prussiens ; nous le prendrons l'année prochaine. »[2] Et le corps des officiers de Landau, en visite à Strasbourg, répondait par l'organe de son colonel au général Ducrot, qui se félicitait du calme succédant aux agitations de 1866 : « Ah ! oui, sans doute, Monsieur le Général, le calme est à la surface ; mais c'est le calme

[1] Général THOUMAS, *Le maréchal Lannes*, p. 161, note.
[2] Jules MICHELET, *Légendes démocratiques du Nord*, p. 82.

précurseur des orages, et il n'est pas permis d'espérer qu'il soit de longue durée. »[1]

M. le docteur Goldschmidt rapporte, dans son ouvrage : *Autour de Strasbourg assiégé*, qu'un habitant des environs de Strasbourg s'était rendu à Würtzbourg afin d'y consulter un auriste renommé. Celui-ci, ayant mis la conversation sur la France, s'écria : « Soyez assurés que nous vous infligerons sous peu une bonne râclée. » Un journaliste strasbourgeois, s'étant un jour rencontré avec un confrère badois, l'invita, nous rapporte encore le docteur Goldschmidt, à lui faire visite à Strasbourg ; il reçut cette réponse : « Moi, à Strasbourg ! Tant que votre ville sera française, non, cent fois non ; mais je compte bien y entrer un jour avec l'armée allemande. Et ce sera plus tôt que vous ne pensez... »

Enfin il convient de citer ici le témoignage de M. Emile Boutroux, dont la parole ne saurait être mise en doute : « En janvier 1869, je fus envoyé à Heidelberg par le Ministre de l'Instruction publique, Victor Duruy, pour y étudier et pour y prendre connaissance de l'organisation des universités allemandes. L'Allemagne était pour moi le pays de la métaphysique, de la musique et de la poésie. Mon étonnement fut grand de voir qu'en dehors des cours il n'était question que de la guerre que la Prusse allait faire à la France. Invité à une

[1] *Vie militaire du général Ducrot d'après sa correspondance*, II, p. 162.

soirée, j'entendis chuchoter derrière moi : *Vielleicht ist er ein französischer Spion,* « c'est peut-être un espion français » : tels furent les mots que je perçus. A la brasserie, un étudiant s'assied près de moi. Il me dit : « Nous allons vous faire la guerre ; nous vous prendrons l'Alsace et la Lorraine. » La nuit, je voyais de ma fenêtre donnant sur le Neckar, les étudiants descendre la rivière, vêtus de leurs costumes corporatifs, sur un radeau illuminé, en chantant la fameuse chanson en l'honneur de Blücher, lequel « a appris aux Welches la manière allemande. »[1]

De son côté, M. Benedetti, notre ambassadeur à Berlin, signalait que ce haineux état d'esprit s'étendait à toute l'Allemagne ; « les populations allemandes en général, écrivait-il, regarderaient la lutte, quelles que soient les circonstances au milieu desquelles elle éclaterait, comme une guerre d'agression de la France contre leur patrie, et, si le sort des armes leur était favorable, leurs exigences ne connaîtraient plus de limites. »[2]

En résumé, « de 1815 à 1870, la haine de la France était universelle en Allemagne, et particulièrement en Prusse ; l'opinion unanime était qu'en 1815 nous avions échappé, par la lâche complaisance de l'Angleterre et de la Russie, à la juste punition de nos crimes, que Waterloo n'avait pas suffisamment vengé Iéna, et que le moment vien-

[1] *Revue des Deux-Mondes*, 15 octobre 1914.
[2] Cité par Georges GOYAU. *L'idée de Patrie et l'humanitarisme*, p. 104, note.

drait de nous enlever les provinces que Louis XIV avait arrachées à l'Empire. »[1]

Une occasion favorable va se présenter en cette année 1870. Les Allemands ne la laisseront pas échapper. Les malheurs vont fondre sur notre belle terre de France.

[1] E. Denis, *La fondation de l'Empire allemand*, p. 439. En 1866, dans son volume *La Terreur prussienne,* Alexandre Dumas écrivait : « Quiconque n'a pas voyagé en Prusse, ne peut se faire une idée de la haine que les Prussiens professent à notre égard ; c'est une espèce de monomanie qui trouble les esprits les plus limpides. On ne devient ministre populaire à Berlin qu'à la condition qu'on laissera entrevoir qu'un jour ou l'autre on déclarera la guerre à la France. »

CHAPITRE IV

1870

L'annonce d'une lutte à entreprendre contre la France fit se lever toute l'Allemagne. [1] L'heure était enfin arrivée de combattre le vieil ennemi héréditaire, de réduire à l'impuissance cette voisine belliqueuse et frivole avec qui on ne pouvait songer à vivre en repos, tant qu'elle ne serait pas écrasée.

Et de toutes parts les appels à la haine se font entendre. Le 19 juillet, le pasteur Hoffmann s'écrie, en présence du roi et des députés, que la Prusse « va combattre pour la moralité du monde ». Le 3 août, en séance solennelle de l'académie de Berlin, le recteur du Bois Raymond lance à son tour

[1] « L'opinion fut secouée par toute l'Allemagne comme par un courant électrique... On n'entendit plus qu'imprécations contre les Napoléon, contre Iéna et les crimes des Francais en Allemagne... et on s'exalta fièvreusement aux souvenirs de 1813 et de 1815. » *(Le dernier des Napoléon*, par un Allemand; cité par Pierre Lehautcourt, *La candidature Hohenzollern*, p. 479.)

l'anathème : il montre que la France a toujours été la perturbatrice de la paix en Europe et que le moment est venu de la « corriger à jamais de son insolence et de ses instincts rapaces », puis il termine son discours par ces mots : « Nous triompherons parce que, si la nation avec laquelle nous sommes aux prises a les apparences de la santé, elle n'en a que le dehors ; elle souffre d'un cancer qui la ruine et l'épuise ; l'activité qu'elle paraît déployer en ce moment est maladive, c'est un transport de fièvre, ce transport fera place bientôt à un affaissement profond auquel nous opposerons l'élan juvénile d'une nation enthousiaste. » L'historien Mommsen annonce dans un manifeste la ruine de la « Babylone moderne » et la déchéance de la littérature française, « aussi sale que les eaux de la Seine ».

L'excitation populaire se traduit par des chants au verbe furieux, dont voici un spécimen :

« Qui est là ? Qui vive ? Est-ce l'ennemi, est-ce un peuple en armes qui nous force, au milieu du calme de la paix, à nous préparer à la lutte ? C'est la grande nation, c'est le crime sur le trône, la pourriture à ses côtés, et la honte à sa suite. »

« Est-ce là un ennemi, est-ce là un peuple qui frappe à nos portes, grinçant des dents, ivre de gloire, agitant le drapeau tricolore ? C'est *la civilisation que l'enfer a vomi de ses antres ;* c'est *la honte de tous les temps...* »

Les éclatantes victoires de l'Allemagne excitent la joie de sa population. « Victoire ! dit une chan-

son populaire. Le roi Guillaume est vainqueur ! L'armée allemande a écrasé les armées ennemies ; le *fléau de Satan,* la France succombe, parce que le glaive de Dieu s'est appesanti sur elle. » Après Sedan, l'historien Geibel s'écrie : « Sodome, la ville des insolentes railleries, va trembler sous l'épée flamboyante de l'Allemagne ! » En apprenant la capitulation de Paris, Sybel, ivre de joie et d'orgueil, s'écrie sur un ton lyrique : « Qu'avons-nous fait, mon Dieu, pour voir de si grandes et si formidables choses ? Comment pourrons-nous vivre désormais ? Ce qui pendant vingt ans a été le fond de tous nos désirs et de tous nos efforts s'est accompli d'une manière infiniment magnifique. »

Pendant le bombardement de Strasbourg, des trains de plaisir pour « amateurs de feux d'artifices », des chariots réquisitionnés à Kehl, amenaient au bord du Rhin une foule avide de contempler la ville embrasée. « L'Allemagne exultait. Des épîtres enthousiastes de Berthold Auerbach, romancier champêtre, célébrèrent sur place la grandeur de ces destructions sauvages, la rouge auréole dont se nimbaient princes et généraux. Un autre déclarait que sans doute « la France était pleine de charmes, de finesse, de beauté, mais qu'il fallait une bonne fois serrer ses doigts délicats, jusqu'à ce que le sang jaillisse de ses petits ongles roses. » [1]

La destruction de Paris est également désirée par

[1] P. et V. Marguerite, *Histoire de la guerre de 1870-71,* p. 82.

le peuple allemand. Dès le mois d'octobre, les journaux de Berlin s'impatientent et demandent pourquoi Paris n'a pas été détruit de fond en comble. Les récriminations continuent, et toute la Germanie se demande à quoi songent les généraux commandant l'armée assiégeante. Sur l'initiative de Mommsen, une pétition circule parmi les Berlinois, réclamant avec insistance le bombardement de Paris, « capitale de la corruption humaine ». Enfin, lorsque le bombardement est commencé, l'Allemagne salue de ses acclamations la ruine de la « Nouvelle Babylone », de la « Grande prostituée ».

Les hordes germaniques opérant en France s'appliquent de leur mieux à mériter les louanges des compatriotes demeurés au pays. Elles ont d'ailleurs été familiarisées depuis longtemps avec cette idée qu'elles accompliront tâche noble en combattant la France, « cette nation hideusement dégénérée » que tout bon Allemand doit mépriser. En voici une preuve : un lieutenant blessé et fait prisonnier fut amené un jour à l'hôpital de Strasbourg, et, à tous les assistants, médecins, officiers, infirmiers, il lança « ces cruelles paroles qui prouvent à quel point, de l'autre côté du Rhin, on a dû exciter les sentiments de haine : *« Vous, Français, je vous déteste, je vous méprise et pourvu que je vive assez pour vous voir écrasés, je serai content. »*[1]

[1] Marc Bonnefoy, *Strasbourg en 1870, notes et impressions d'un officier pendant le siège.*

Je ne décrirai pas ici les atrocités de Bazeilles, Châteaudun, Fontenoy-sur-Moselle, je ne montrerai pas l'ennemi installé en maître dans nos foyers, souillant à son départ les maisons où il a séjourné, je ne rappellerai pas les exécutions de francs-tireurs, les impositions vexatoires. Qu'il me suffise de placer sous les yeux du lecteur ce récit fait par un officier allemand : « Nous volons partout dans les villages dévastés ; tout est permis ; on peut crocheter les portes... Nous rossons à tour de bras les grands et les petits... Hier, j'ai fait arracher les belles couvertures d'un lit d'une dame et je les ai jetées dans la boue ; nos soldats ont piétiné dessus avec leurs bottes sales... Nous retournons les poches des habitants... Avant-hier, j'ai préservé les habitants d'une maison condamnés à périr dans les flammes ; mais c'est une exception ; mes camarades n'ont pas pareils scrupules à l'égard de cette *nation de cochons.* »[1] Et voici ce que le général prussien von Stasch déclare dans ses mémoires : « Le sentiment de la propriété disparaît forcément au cours de cette guerre... Moi-même, je ne puis contester que j'en use avec le bien des Français sans plus de scrupules que s'il nous appartenait. Celui qui s'enrichit par de tels procédés commet une illégalité... *mais c'est un devoir que d'appauvrir ces gens-là.* »

Les contributions exorbitantes qu'ils demandent aux populations ne suffisent pas aux Allemands.

[1] H. Rindfleisch, *Lettres sur la campagne de France.*

C'est à la ruine totale de la France qu'ils s'essayent. Dans les établissements militaires, dans les édifices publics, ils détruisent pour le plaisir de détruire. Entrés dans la citadelle de Laon, ils enlèvent le plomb des couvertures, les charpentes, vendent ou brûlent les portes et les fenêtres. Dans d'autres villes, ils procèdent de la même façon. En Lorraine, l'administration chargée des provinces conquises dévaste les belles forêts domaniales, vendant à des prix dérisoires à des négociants de Berlin les plus beaux arbres, obligeant les paysans à abattre ces sujets superbes, sous peine de conseil de guerre en cas de refus.

Et que dire de nos prisonniers de guerre en Allemagne ? Sur leur passage la populace s'attroupait, vociférait les pires injures, frappait, sous le regard complaisant des geôliers, nos malheureux soldats. Puis, parqués dans un camp, à peine nourris, obligés à un dur travail, soumis à une discipline de fer, nos troupiers connurent la faim, le froid, la souffrance. Combien sont restés là-bas ! Combien ne revirent jamais la France, qui s'étaient battus bravement pour elle ! Les officiers n'étaient pas mieux traités que les soldats. « Dans la ville où nous étions prisonniers, raconte l'un d'eux, [1] chaque matin il nous fallait subir l'appel fait par un officier, pipe à la bouche et casquette sur la tête. Sur les trottoirs où ils nous rencontraient, des sous-lieutenants nous poussaient du coude pour

[1] Général baron Rebillot (chef d'escadron d'artillerie en 1870).

nous en faire descendre ; enfin, à chaque nouvelle d'une victoire allemande, la population garnissait nos fenêtres de lampions de réjouissance. »

Enfin, la France est vaincue, « l'œuvre de salubrité publique »[1] accomplie. Les humiliations d'autrefois sont vengées, Strasbourg et Metz sont villes allemandes. Les chœurs d'allégresse montent sans fin vers les cieux ! ![2]

[1] Expression du philologue Strauss.

[2] Quelques-uns cependant regrettent que l'œuvre commencée en 1870 ait été si vite terminée. « Il faudrait, écrit Rindfleisch dans ses *Lettres sur la campagne de France*, que la chasse recommence : une chasse à fond, une chasse sanglante, et nous flamberions et incendierions encore un peu. Il y a encore tant de choses qui ne sont pas détruites en ce pays, et je brûle d'une telle haine de race ! »

CHAPITRE V

De 1871 à 1875

L'Allemagne croyait avoir porté un coup mortel à la France. Et voilà que notre pays pansait ses blessures, qu'il liquidait avec rapidité la formidable indemnité de guerre imposée par Bismarck, qu'il se remettait au travail et s'efforçait de faire disparaître les ruines de la guerre.

Ce fut par-delà le Rhin de la surprise, puis de l'inquiétude. Dès 1871, de Moltke déclare à notre ambassadeur que la réorganisation militaire de la France est assez inquiétante « pour le mettre au printemps en état de recommencer la guerre. »[1] Et M. de Bleichrœder, le financier ami de Bismarck, marquait ses regrets de n'avoir pas demandé une plus forte rançon à notre pays : « Ah ! si j'avais su ! s'écriait-il, si j'avais connu les ressources de la France ! ce n'est pas cinq milliards,

[1] H. Welschinger, *La guerre de 1870*, tome II, p. 225.

c'est quinze milliards que j'aurais fait demander. »

L'ambassadeur d'Allemagne à Paris, mécontent d'être froidement accueilli par la haute société parisienne, exhalait ses rancunes dans les rapports adressés au chancelier et à l'Empereur : il leur donnait de faux renseignements sur l'état de la France et se plaisait à exciter leurs inquiétudes. L'histoire n'a soulevé qu'une bien petite partie du voile qui recouvre cette période troublée et incertaine, mais déjà nous pressentons les affronts que notre gouvernement dut alors dévorer en silence. Thiers multiplie les promesses, les assurances de paix ; il veut faire savoir à nos implacables adversaires que la France est prête à tenir ses engagements et à payer jusqu'au dernier sou l'indemnité qui lui a été fixée. « Nous avons payé, dit-il, les deux premiers milliards quelques mois à l'avance et demain nous serons prêts à payer les trois derniers, plus tôt que le terme convenu... Si nous songions à la guerre, nous ne serions pas assez simples, ayant deux ans et demi pour payer, pour donner tout de suite notre argent à ceux qui devraient être si tôt nos ennemis. Si l'on ne comprend pas cela, il faut renoncer à se rendre intelligible. »

Pendant que ces négociations laborieuses se poursuivaient, l'Allemagne savante, prolongeant les hostilités, déclarait que la défaite de la France serait pour elle le signal d'une décadence irrémédiable. Mommsen disait à propos de la déclaration de guerre : « Il faut pardonner aux Français ; ils ne savaient pas ce qu'ils faisaient ; c'est un

peuple de crétins. »[1] Mais les faits apportaient un éclatant démenti à ces savants d'outre-Rhin et la France, en dépit de leurs prédictions, marchait à grands pas vers une vie nouvelle.

On put croire que l'Allemagne ne permettrait pas l'achèvement du programme de reconstitution nationale. En 1874, Bismarck déclarait à M. de Gontaut-Biron, notre ambassadeur à Berlin, qu'il était prêt à nous déclarer la guerre. Au prince Orloff, ambassadeur de Russie à Paris, il disait : « Si la France ne cesse pas ses armements, l'Allemagne sera amenée à occuper Nancy comme gage de paix. »[2] Car, dans cette histoire, nous étions, assuraient les dirigeants allemands, les provocateurs. « Ce qui nous arrive de l'autre côté du Rhin, déclarait de Moltke au Reichstag, c'est un cri sauvage de revanche pour la défaite qu'on s'est attirée soi-même. »

Toutefois, cette agitation belliqueuse allait s'apaiser un instant. La fin de l'année 1874 et les premiers mois de l'année 1875 se passèrent dans le calme. Le 13 mars 1875, notre Assemblée nationale votait une loi relative aux cadres et effectifs de l'armée active. Alors, brusquement, les journaux officieux allemands annonçaient une nouvelle guerre franco-allemande. Le 5 avril, on lisait dans la *Gazette de Cologne :* « La France prépare une prochaine guerre de revanche. » Le 9 avril,

[1] H. Andrillon, *ouvr. cité*, p. 195.

[2] G. Hanotaux, *Histoire de la France contemporaine*, tome II, p. 399.

la *Post* écrivait à son tour : « Nous croyons que le maréchal de Mac-Mahon a le désir d'assister, comme chef de l'Etat, à la guerre de revanche et d'en diriger les opérations... »

Les plus hautes personnalités allemandes faisaient à cette occasion des déclarations extrêmement belliqueuses. M. de Radowitz, membre du corps diplomatique de l'Empire, disait à M. de Gontaut-Biron que « politiquement, philosophiquement, chrétiennement même », il fallait que l'Allemagne attaquât la France avant que celle-ci n'eût « repris ses forces et contracté des alliances ». De son côté, de Moltke déclarait : « Je ne vois que le fait, et la création d'un quatrième bataillon par régiment augmentant de 144,000 hommes l'armée française est un fait annonçant péremptoirement une préparation à la guerre : en ce cas nous ne devons pas attendre que la France soit prête, et notre devoir est de la prévenir. »[1] Et il ajoutait encore : « Plus tard la guerre coûterait aux deux nations 100,000 hommes de plus. Pour l'empêcher de devenir exterminatrice, il faut la faire à l'instant même. Ce n'est pas seulement comme général que je parle, c'est comme homme et comme chrétien. »

L'inquiétude gagna l'Europe. « Mais enfin, demanda au duc Decazes le prince Orloff, ambassadeur de Russie, mais enfin, que ferez-vous si vous êtes attaqué ? — Ce que nous ferons ? répondit le duc, nous nous retirerons derrière la Loire ; c'est

[1] G. Hanotaux, *ouvr. cité*, t. II, p. 263.

là que nous concentrerons notre armée, en laissant à l'armée ennemie la liberté d'occuper le reste de la France. — Vous ne ferez pas cela, dit avec émotion l'ambassadeur de Russie. — Nous le ferons, c'est décidé, et l'Europe verra tranquillement, l'arme au bras, la France envahie, dévastée, et ne se défendant pas. »[1]

Enfin le *Times* publiait un article de M. de Blowitz destiné à éclairer les chancelleries européennes sur les projets belliqueux de l'Allemagne. « Nous avons signé un mauvais traité, disaient selon M. de Blowitz les Allemands ; les cinq milliards qui nous ont été versés n'ont pas appauvri la France et nous n'avons pas vu un kreutzer ; Belfort reste une épine dans la chair de l'Allemagne... L'Allemagne est troublée par la conscience de n'avoir qu'à moitié écrasé son ennemie et de ne pouvoir se défendre qu'à condition de dormir un œil ouvert... La guerre doit être promptement entreprise et terminée pour réduire la France à une condition permettant à l'Allemagne de se livrer, dans un repos nécessaire, au développement de sa grandeur. » Et M. de Blovitz indiquait quelles seraient les exigences de l'Allemagne après une guerre victorieuse : cession de Belfort et de sa banlieue, limitation du chiffre de l'armée active, imposition d'une contribution de guerre de cinq milliards, payable en 20 ans, avec intérêts à 5 %,

[1] Entretien du 4 mai 1875 (voir *Revue Bleue*, 13 août 1893).

et sans qu'aucune anticipation de paiement soit possible.

L'effet de cet article fut immense. Immédiatement la reine d'Angleterre et l'empereur de Russie firent comprendre à l'Allemagne qu'ils ne toléreraient pas une nouvelle agression contre la France. Alors le chancelier renonça à ses projets guerriers, espérant qu'une occasion plus favorable se présenterait bientôt. Ce faisant, il demeurait fidèle à cette maxime du grand Frédéric, d'après laquelle « avant d'entreprendre une guerre au sud ou à l'ouest du royaume, tout prince prussien doit à tout prix s'assurer la neutralité de la Russie, s'il ne peut obtenir son appui. »

CHAPITRE VI

Depuis 1875

La secousse de 1875 avait été trop forte pour que l'Allemagne pût reprendre une attitude calme. Le spectre de la guerre continuait à la tourmenter. Et bientôt paraissait au delà du Rhin une série d'ouvrages violemment anti-français.

Dans la « Prochaine guerre franco-allemande », le lieutenant-colonel Kœttschau écrit : « Il n'est pas impossible selon moi que nous marchions ayant pour mot d'ordre : pas de quartier !... La future guerre sera une lutte à la vie, à la mort ; les deux nations se porteront des coups allant droit au cœur ; être ou n'être pas, telle sera la devise. » Un autre officier, le major von Pfister, publie « Les frontières de l'Empire allemand après la prochaine guerre avec la France » ; il y exprime le regret « qu'en 1870-71 les méchants drôles n'aient point reçu le châtiment qu'ils méritaient », puis il trace les limites de la France vaincue, donne les dé-

partements de l'Est à l'Allemagne, ceux du Nord et des Ardennes à la Belgique, ceux des Alpes à l'Italie. Et un journal, la *Neckarzeitung,* cite cette idée comme digne d'être retenue : « après ce partage, dit-il, les Français conserveront toujours Paris, Paris, *la ville sainte, le cœur du monde.* Ils pourront se réchauffer auprès de ce cœur quand le feu de la guerre sera éteint et qu'ils contempleront les plaies qui couvriront leurs corps. »

Puis éclatait l'incident Schnœbelé. Bismarck aussitôt embouchait la trompette guerrière. « Si lors de la paix de Francfort, déclarait-il au Landtag prussien, nous avions été tenus de donner au monde l'assurance qu'elle serait éternelle, nous n'aurions certes pas pu la signer et nous serions encore aujourd'hui campés à Versailles, attendu qu'il n'est pas possible de vivre en paix avec une nation aussi belliqueuse que le peuple français qui, dans le cours des siècles, nous a déjà attaqués d'innombrables fois. »

On sait comment se termina cet incident, provoqué par la duplicité de Bismarck : en présence de l'attitude calme et résolue de la France, de la fermeté de son gouvernement, l'Allemagne fut obligée de céder et de remettre Schnœbelé en liberté. La Russie d'ailleurs menaçait, massait des troupes en Pologne, montrait clairement son intention de dire son mot si la France était attaquée. A quoi bon alors une nouvelle campagne, puisque, déclarait le chancelier à un de ses familiers, « le résultat d'une nouvelle guerre contre la

France serait nul, même si le gouvernement russe ne mobilisait pas, parce qu'il empêcherait, dans tous les cas, l'Allemagne de récolter les fruits de la victoire. »

Mais l'attitude de l'Allemagne à notre égard ne change pas. Tour à tour se font entendre là-bas des théories sur la dégénérescence de la France et des revendications, habilement étayées par des arguments pseudo-historiques ou géographiques. Voici des exemples de cette propagande : en juillet 1897, la *Poste catholique* d'Augsbourg s'élève contre « les lascifs divertissements de la moderne Babylone » ; précédemment, en octobre 1893, la revue *Neue Kurs* écrit : « Il faut remettre les choses en l'état où elles étaient avant François Ier. Entre nous et les Français, il n'y a qu'une frontière légitime au point de vue du droit international, c'est celle qui a séparé l'Austrasie de la Neustrie, sans parler de la Flandre. En un mot, il faut rétablir la frontière de l'Empire allemand telle qu'elle était sous l'Empereur Charles-Quint. Après une nouvelle guerre victorieuse nous prendrons sept départements à la France : le Nord, la Meuse, la Meurthe, les Vosges, la Haute-Saône, le Doubs, le Jura. »

En 1905, lorsqu'éclata la crise marocaine, ce fut, de la part de la presse allemande, une bordée d'injures. Un journal écrivait : « Nous conseillons au gouvernement allemand de briser *de force* les résistances d'un peuple dont l'armée est affaiblie par les querelles intestines et dont *les gouvernants*

sont des avocats ou des chevaliers d'industrie. »[1]

C'est aussi vers cette époque que prit naissance la théorie sauvage de « l'otage ». M. Clémenceau l'a jugée ainsi : « On nous disait alors (par quelles voix autorisées !) que si l'Angleterre déclarait la guerre à l'Allemagne, l'Allemagne, alors même que nous ne lui aurions donné aucun prétexte, se jetterait sur nous pour nous prendre en *otage*. Je ne crois pas que jamais dans les temps modernes, une puissance *civilisée* ait manifesté des sentiments plus voisins de la sauvagerie. »[2]

Citons à ce propos un extrait d'une brochure éditée en 1906 et qui a pour titre : *Mit deutschen Waffen über Paris nach London* (Avec les armes allemandes, vers Londres par Paris) :

« Pourquoi ne prenons-nous pas l'initiative ? Pourquoi notre ambassadeur à Paris n'a-t-il pas reçu l'ordre de signifier l'ultimatum : Voulez-vous être avec nous contre l'Angleterre ou non ? Il n'y a pas à rester neutre. Si vous ne voulez pas être avec nous, dès demain, notre armée traverse votre frontière. C'est là un langage que Bismarck aurait tenu avec les Français...

« La France, puisqu'elle ne veut pas se joindre à nous volontairement contre l'Angleterre, doit

[1] Cité par DIMO, *Nancy place de guerre* (Nancy, 1906).

[2] « S'il est du goût de la France de tirer les marrons du feu pour l'Angleterre, *nous nous chargerons d'assurer que le feu chauffe ferme.* » *(Neue Politische Korrespondenz.)*

être jetée sur les genoux, ensuite viendra le règlement de comptes avec l'Angleterre... Sans allié sur le continent, l'Angleterre ne peut nous forcer à la paix ; pas davantage, nous ne pouvons naturellement jeter à terre l'Angleterre sans aide étrangère.

« Ainsi donc, la France est le moyen pour ce but. Une guerre anglo-allemande est, d'après l'orientation des constellations politiques, absolument inimaginable sans une attaque en France ; ou bien elle sera entraînée dans la guerre par l'Angleterre, ou bien nous la forcerons, que ce soit avec ou contre nous, à prendre les armes...

« La défaite de la France sur terre doit ouvrir sur mer la route à nos armes pour que nous puissions aller de l'avant avec succès contre le royaume insulaire de l'autre côté du canal.

« Les Français ne s'en tireront pas cette fois-ci avec cinq milliards et quelques lieues carrées de terrain ; ils seront baignés dans leur sang qui roule encore chaud en bouillonnant dans leurs veines, ils seront forcés de passer sous les fourches caudines, il faudra qu'ils nous rendent des services d'esclaves et qu'ils nous aident plus tard à jeter bas leur allié anglo-saxon de la selle où il a chevauché, la tête orgueilleusement haute, pendant des lustres et des siècles.

« Vœ Victis ! Cela leur sera sonné en fanfare quand ils se courberont devant nous dans la poussière en grinçant des dents. »

Nous avons connu depuis l'alerte d'Agadir. Enfin les événements balkaniques ont fourni à la presse teutonne l'occasion de déverser sur nous ses habituelles menaces.

Pour donner une idée des sentiments populaires de l'Allemagne, il convient de rapporter ce qu'écrivait en 1912 notre attaché militaire à Berlin, le colonel Pellé :

« Nous découvrons tous les jours combien sont profonds et durables les sentiments d'orgueil froissé et de rancunes contre nous provoqués par les événements de l'an dernier.

« Le ressentiment éprouvé dans toutes les parties du pays est le même. Tous les Allemands, jusqu'aux socialistes, nous en veulent de leur avoir pris leur part au Maroc.

« Il semblait, il y a un ou deux ans, que les Allemands fussent partis à la conquête du monde. Ils s'estimaient assez forts pour que personne n'osât entamer la lutte contre eux...

« Naturellement, ces idées et ces ambitions n'ont pas disparu aujourd'hui. Les Allemands ont toujours besoin de débouchés, d'expansion économique et coloniale. Ils estiment qu'ils y ont droit parce qu'ils grandissent tous les jours, parce que l'avenir leur appartient. Ils nous regardent, avec nos 40 millions d'habitants, *comme une nation secondaire.*

« Dans la crise de 1911, cette nation secondaire leur a tenu tête, et l'Empereur et le Gouvernement ont cédé. *L'opinion publique ne l'a pardonné*

ni à eux, ni à nous. Elle ne veut pas qu'un pareil fait puisse se reproduire. »[1]

Les manifestations de cette haine ne manquent pas. En 1912, paraissait sous le titre : *Si j'étais l'Empereur,* un ouvrage ayant pour auteur M. Daniel Frymann. En quelques mois, il fut vendu près de 15,000 exemplaires de ce livre. Que demande M. Frymann ? Tout simplement l'anéantissement de la France. « Il faudra, dit-il, écraser la France. Nous exigerons qu'on nous cède autant de territoires français qu'il nous en faudra pour être pour toujours en sûreté. Ces territoires seront évacués de tous leurs habitants. Enfin, nous prendrons parmi les colonies françaises ce qui conviendra le mieux aux besoins de l'Allemagne. »

Puis voici une brochure de M. Kurd von Strantz, ayant pour titre : *Vous voulez l'Alsace et la Lorraine ? Nous vous prendrons toute la Lorraine et encore davantage ! Réponse aux cris de revanche des Français.* « La guerre franco-allemande, écrit ce Teuton glouton, a prouvé que le gouvernement et le peuple allemands ne se rendaient pas compte des droits historiques et nationaux qu'ils avaient vis-à-vis de la France. Aussi, par une modération inexcusable, l'Allemagne a-t-elle laissé à la France les Flandres françaises, la Lorraine, le Sundgau (territoire de Belfort) et la Franche-Comté. Cette faute ne devra plus se répéter. Au jour inévitable

[1] *1914, Documents diplomatiques français* (édition Hachette, p. 3).

où l'ambition de la France offrira à l'Allemagne une nouvelle occasion de rétablir ses limites historiques et nationales, il ne faudra pas négliger les marches occidentales qui, dans leur état de servitude, soupirent encore d'être séparées de leur nation-mère allemande. » Ces idées trouvent des approbateurs au-delà du Rhin, car trois éditions de cet ouvrage sont rapidement épuisées.

Dans un autre ouvrage, vendu à 10,000 exemplaires et fort répandu dans les milieux intellectuels, ouvrage intitulé : *La pensée allemande dans le monde,* M. Paul Rohrbach tient un langage qu'il veut rendre prophétique : « Par une destinée dont les raisons, malgré toutes les explications proposées, restent parmi les énigmes qui président à la naissance et à la mort des peuples, elle (la France) semble devoir disparaître de la liste des grandes nations. »

Tout le monde connaît aujourd'hui la brochure de M. Sommerfeld intitulée : *La fin de la France.* L'auteur suppose une guerre franco-allemande, terminée par une victoire éclatante des armées germaniques, puis il montre la France partagée entre tous les Etats voisins.

Chacun selon ses dents se partage la proie.

L'Italie a l'Algérie et la Tunisie et nos provinces méridionales. L'Angleterre et la Russie reçoivent le salaire de leur non-intervention : quelques bribes du festin. L'Autriche prend Madagascar, et

l'Espagne, le Maroc. Sur ce qui reste de la France flottera le drapeau allemand. Quant à la race française, décimée, elle disparaîtra comme les Peaux-Rouges d'Amérique.

Puis, c'est le docteur Joseph Strehlke qui écrit dans la *Deutsche Tages Zeitung*[1] : « De tous les peuples civilisés de l'Europe, seuls les Français semblent atteints d'un épuisement incurable et laissent la place lentement, mais sûrement, aux autres races d'Europe... Comment les Français veulent-ils se sauver d'une décadence dont ils ont conscience sans oser l'avouer ? Par une guerre. La France aux abois, corrompue par son armée, fera dans ses dernières convulsions un effort pour maintenir et pour améliorer sa position en Europe. Nous, Allemands, il nous faut surveiller le développement de la France avec la plus grande attention, et il nous faut veiller à ce que *cette agonie suprême soit aussi rapide et aussi peu sanglante que possible.* » De son côté, une nouvelle revue, la *Volkswacht*[2], dit : « L'Allemagne porte, attaché à son côté, un corps pourri : la France. *Il est temps d'opérer l'amputation.* »

Toutes les occasions de surexciter les sentiments chauvins de la foule sont précieusement mises à profit : inaugurations de monuments commémoratifs de la guerre de 1870, anniversaires des campagnes de 1813 et 1814. Au sujet de ces solennités,

[1] 23 novembre 1913.
[2] Citée par la *France de demain*, 20 février 1914.

von der Goltz, s'adressant à la France, écrit : « Le centenaire de 1813 a été fêté avec enthousiasme en Allemagne. On m'a demandé d'organiser, en outre, une fête populaire pour commémorer l'entrée des Allemands à Paris. Le seul moyen de célébrer dignement ce haut fait d'armes de nos pères, *c'est de les imiter.* »

Tous les signes de faiblesse que donne la France sont soigneusement analysés outre-Rhin. [1] Et nous croyant sur la pente irrémédiable de la déchéance, l'Allemagne ne doute plus de la victoire. Un professeur teuton résume de la façon suivante au docteur Gustave Le Bon l'opinion courante de la Germanie :

« Vous descendez rapidement au dernier rang des peuples, après avoir été si longtemps au premier. Vous devenez de plus en plus une petite nation, repliée sur elle-même, écrasée d'impôts, ne subsistant plus qu'à force d'économies et de privations, de plus en plus incapable de s'offrir le luxe des enfants...

« Ce n'est pas avec des mots qu'on arrête les torrents, et l'Allemagne a trop d'enfants, alors que vous n'en avez pas assez, elle fabrique trop de produits qu'elle ne pourra bientôt plus écouler. Nous jetterons chez vous l'excédent de nos produits et de notre population. Nous attendrons seulement, et ce ne sera pas long, que vous soyez

[1] Antimilitarisme, syndicalisme, diminution de la natalité, querelles parlementaires, etc.

assez affaiblis par vos divisions et votre anarchie, pour être incapables de vous défendre.

« Les lois de l'histoire restent les mêmes. La destinée du plus faible fut toujours de disparaître devant le plus fort et de le servir. Le progrès ne s'est jamais réalisé autrement. »

Et M. Kerr, directeur de la revue *Pan*, tient à M. Georges Bourdon un langage non moins menaçant :

« Vous êtes, en France, aveuglés d'illusions. Vous rêvez. Vous vous donnez le luxe d'idées humanitaires. Vous croyez à la justice, à la bonne foi, à la paix, à la fraternité ; c'est très dangereux. Vous dites : la guerre, la violence, la conquête, tout cela est bien démodé, bien vieux jeu. Moi je vous réponds : *ce n'est pas démodé, ce sera demain.* »

Mais quel usage l'Allemagne compte-t-elle faire de sa victoire ? C'est un point qu'il est intéressant d'élucider à la suite de cette étude. Pour le faire, je m'aiderai d'une brochure parue à Berlin en 1900 sous le titre : *L'Allemagne au commencement du XXme siècle.*

« Nous avons besoin de place en Europe, déclare l'auteur anonyme de cette brochure, si nous voulons être et rester un grand peuple et une grande puissance, et nous ne croyons pas qu'il serait sage de reculer devant les conséquences extrêmes de cette nécessité. Certainement, nous créons ainsi *un nouveau droit des gens et de la guerre, mais qu'importe* ? Aujourd'hui, on ne fait la guerre que

tous les cinquante ans, et l'on peut très bien changer chaque fois le droit des gens, *c'est-à-dire le développer davantage et le transformer de la manière dont on veut l'avoir.* » Puis, après avoir déclaré qu'il faudra amputer largement la France et la Russie, l'auteur continue : « Dans l'antiquité, un peuple vaincu était anéanti ; on ne peut plus aujourd'hui le faire physiquement, mais on peut imaginer des conditions qui équivaudraient à un anéantissement. »

L'année 1914 est à plus de la moitié de sa course. L'Allemagne va croire le moment venu d'assouvir sa vieille rancune contre la France et de mettre en pratique les singulières théories exposées ci-dessus.

CHAPITRE VII

Le dénouement.

L'abbé Wetterlé, qui connaît si bien l'Allemagne, peint de la façon suivante la mentalité créée outre-Rhin par les excitations belliqueuses et gallophobes dont j'ai donné une bien faible idée dans les pages précédentes.

« Depuis dix ans, écrit-il, l'Allemagne ne cessait d'esquisser le geste tragique. Les incidents de Tanger, de Casablanca, d'Agadir, marquent les dates principales de ses menaces successives. L'Allemagne tira son épée à moitié du fourreau quand les Russes furent empêtrés dans leur guerre avec le Japon, quand les Anglais durent combattre les Boers, quand, dans les Balkans, la Bulgarie, privée par les Serbes et les Grecs du fruit de ses victoires, sembla se rapprocher de l'Autriche.

« A chacune de ces crises, on entendit la presse officieuse de Berlin poser la même question : « Le

moment est-il enfin venu de déclancher notre puissante machine de guerre et d'en finir d'un seul coup avec nos principaux rivaux. »

« Guillaume II, l'indécis, fit plusieurs fois avorter les projets de son état-major. La presse pangermaniste le lui reprocha en termes amers et il lui arriva de traiter l'Empereur de *poltron*.

« Il n'en était pas moins vrai que son opposition ne pouvait pas se prolonger indéfiniment et que, harcelé par les exigences du parti militaire, par les impatiences de son fils aîné, par les ambitions des industriels, par les sommations orgueilleuses des professeurs et par *l'ivresse patriotique de toute la nation*, Guillaume devait, dans un avenir prochain, donner le signal de la grande lutte d'où l'Allemagne s'attendait à sortir maîtresse du monde. »

Aussi, quel enthousiasme quand le Kaiser et son entourage, — croyant venu le moment propice pour nous écraser, — donnent l'ordre de mobilisation. « Ce que nous avons vu à Berlin ce soir, écrit le *Berliner Tageblatt*, [1] n'avait pas été vu depuis 1870. C'était alors en juillet aussi. Le 15 juillet, il y a quarante-quatre ans, le roi était revenu à Berlin, l'ordre de mobilisation était lancé, et le soir, lorsque tomba la nuit, la plus vive agitation régna dans la ville. Aujourd'hui, la fièvre qui s'empare de la foule, fait songer au passé. »

[1] N° du 25 juillet 1914 (cité dans *Pages d'histoire*, fascicule I, chez Berger-Levrault).

On ne se demande pas qui a provoqué cette guerre et dans quel but, on ne met pas un seul instant la victoire en doute. « L'enthousiasme patriotique déborde et roule comme un raz-de-marée sur les villes et les campagnes irrésistible, soulevant et entraînant tout et tous sur ses vagues. L'esprit encore plein des récits de « la grande époque » de l'Allemagne, alors qu'en 1814 elle se dressa dans toute sa force pour écraser Napoléon, voilà de nouveau la nation debout pour en fêter le centenaire en imitant les glorieux exploits des ancêtres. Des heures durant et des heures encore, les mobilisés défilent en chantant par les rues de Berlin. Train sur train roule vers la frontière, paré, comme pour une fête, de fleurs et de drapeaux. De jeunes princes s'enrôlent comme simples soldats, des écrivains, des savants ; jusqu'ici, il est accouru sous les drapeaux un million huit cent mille volontaires et l'état-major, ne sachant qu'en faire, refuse désormais tout engagement. Renouvelée de 1814, revit la belle coutume des mariages impromptus la veille du départ pour l'armée... Les sentiments journaliers sont soulevés hors de leurs gonds, et la poésie d'une autre « grande époque » souffle à travers les harpes éoliennes de toutes les âmes et les fait vibrer. » [1]

En même temps, les injures et les menaces vont

[1] Journal danois *Politiken* (cité par la *Dépêche de Lyon*, 1er novembre 1914).

à la France, à la vieille ennemie héréditaire, qu'on verra bientôt se traîner aux pieds de l'Allemagne triomphante. « La France, écrit la *National Zeitung* [1]. ne sait-elle pas ce qu'elle entreprend en voulant rencontrer de nouveau l'adversaire de 1870 ?... C'est sur la France que l'Allemagne s'indemnisera : seulement, cette fois, on se servira d'une autre mesure qu'il y a quarante-quatre ans. Au lieu de cinq milliards, ce sera près de trente que la France devra payer... » — « La sainte mère de Dieu de Lourdes, écrit quelques jours plus tard le même journal [2], aura beaucoup à faire si elle, la miraculeuse, doit guérir tous les os que nos soldats casseront aux pauvres gens de l'autre côté des Vosges. Pauvre France ! Il est encore temps pour elle de changer d'avis, mais dans quelques heures il sera trop tard. Alors la France sentira les coups reçus, pendant plusieurs générations. Mais tu l'as voulu, Georges Dandin ! »

Laissons là ces outrages. Cette guerre, nous ne l'avons pas voulue. Par amour de la paix, nous avons accepté durant de longues années les humiliations, les coups d'épingle sans cesse répétés. Nous n'avons aucun reproche à nous adresser. La guerre qu'on nous fait est une guerre de piraterie, indigne d'un peuple civilisé. Notre pays est couvert de ruines. Mais la victoire viendra et, son-

[1] N° du 26 juillet 1914 (cité dans *Pages d'histoire*, fascicule II, p. 17).

[2] Cité dans *Pages d'histoire*, fascicule III, p. 9.

geant à l'avenir brillant qui s'ouvrira pour notre chère patrie, nous redirons avec le grand Français mort trop tôt pour jouir de l'apothéose :

La France n'est pas morte encor !
Vive la France !

TABLE DES MATIÈRES

